

Accaparement des terres : le groupe Bolloré/SOCFIN refuse le dialogue avec les communautés

lundi 20 mars 2017

Bruxelles, le 20 mars 2017

Une délégation de Sierra Leone, représentant les communautés locales affectées par les accaparements de terres par le groupe Bolloré/SOCFIN est actuellement en tournée en Europe. Suite au refus de SOCFIN de rencontrer les représentants des communautés, des organisations de la société civile et des citoyens ont mené une nouvelle action publique devant les bureaux de SOCFIN à Bruxelles ce lundi 20 mars.



SOCFIN est un groupe agro-industriel multinational spécialisé dans la culture de palmiers à huile et d'hévéa (caoutchouc). SOCFIN est contrôlée par l'homme d'affaire belge Hubert Fabri (54,2% des parts) et par le français Vincent Bolloré (39% des parts). Depuis plusieurs années, SOCFIN poursuit l'expansion de ses plantations dans plusieurs pays d'Afrique et d'Asie. SOCFIN contrôle plus de 400.000 ha de terres et ses plantations sont passées de de 129.658 ha à 185.324 ha entre 2009 et 2015, soit une augmentation de plus de 40 %.

Ces accaparements de terres s'accompagnent de conflits fonciers et sociaux avec les communautés locales. « Nous sommes venus en Europe pour témoigner des impacts des accaparements de terres sur les conditions de vie des populations locales et pour tenter de trouver une solution pacifique au conflit », déclare Shiaka Sama, (porte-parole de MALOA, une organisation représentant les communautés locales de Sierra Leone, et membre de l'[Alliance internationale des communautés riveraines des plantations SOCFIN/Bolloré](#)).

En plus des impacts sur leurs conditions de vie, les communautés sont souvent victimes de répression et d'intimidation par l'entreprise et les autorités locales. « Plusieurs dizaines de personnes ont déjà été arrêtées et emprisonnées, à cause de notre résistance aux accaparements de terres de SOCFIN », explique M. Sama. « J'ai moi-même fait l'objet de [poursuites et d'arrestations arbitraires](#) », affirme-t-il.

Les dirigeants de SOCFIN ont refusé de rencontrer M. Shiaka Sama en déclarant : « nous ne pouvons pas envisager de rencontrer un criminel pour discuter de problèmes liés à notre société ». Les citoyens et les

organisations de la société civile dénoncent l'attitude de SOCFIN, qui criminalise les leaders locaux et refuse le dialogue. En persistant dans le non-dialogue, SOCFIN est en totale contradiction avec sa [nouvelle politique de gestion responsable](#), publiée en décembre dernier, qui stipule que SOCFIN s'engage à « respecter les droits des communautés locales et à entretenir un dialogue transparent et ouvert avec les populations locales ».

Autre contradiction : SOCFIN s'engageait à ce qu'aucun développement ne soit réalisé « tant qu'un conflit non-résolu est en cours pour les zones en question ». SOCFIN vient pourtant d'annoncer la levée d'un emprunt obligataire de 80 millions d'€ avec l'aide de la Banque ING, pour des opérations non définies.

Signataires :

Mouvement d'Action Paysanne

ReAct

FIAN Belgium,

CNCD-11.11.11

AEFJN

SOS Faim

Entraide & Fraternité

FairFin

Contact presse :

Manuel Eggen, FIAN Belgium : +32 478 93 37 47